

DÉLIBÉRATION n° 2023-73
Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes
Séance du 25 octobre 2023

Adoption du Budget rectificatif n°1 2023

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code de l'Éducation,

Vu le Décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif associés à une université ou à une communauté d'universités et d'établissements,

Vu l'adoption du budget initial 2020 par la délibération n°2019-80 du 11 décembre 2019,

Vu les articles 175, 176 et 177 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article 1

Le conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- **22 ETPT** sous plafond et **24 ETPT** hors plafond
- **6 456 104 €** d'autorisations d'engagement dont :
 - 2 853 391 € en personnel
 - 2 840 309 € en fonctionnement
 - 762 404 € en investissement
- **6 361 104 €** de crédits de paiement
 - 2 853 391 € en personnel
 - 2 840 309 € en fonctionnement
 - 667 404 € en investissement
- **5 692 470 €** de prévisions de recettes
- **668 626 €** de solde budgétaire déficitaire

Article 2

Le conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- **-710 886 €** de variation de trésorerie
- **33 778 €** de résultat patrimonial
- **264 803 €** de capacité d'autofinancement
- **402 601 €** de variation de fonds de roulement (prélèvement)

Les tableaux emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

Membres en exercice : 30 membres
Membres présents ou représentés : 27 membres
Membres présents : 20 membres

Votes : Refus de participer au vote :
Abstention :
Contre :
Pour : 27

Délibération : **adoptée.** refusée.

Le 25 octobre 2023

Le Président
du Conseil d'Administration



Yann LEJOLIVET

Document(s) en annexe au présent extrait :

Tableaux Br 1 2023 (8 pages)

Rapport de présentation du Budget rectificatif n°1 (5 pages)

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le :

Budget Rectificatif

Conseil d'administration du 25 octobre 2023

Le budget initial 2023 a été voté au CA du 14 décembre 2022.

Ce premier budget rectificatif de 2023 constitue une première réévaluation des prévisions de dépenses et de recettes pour l'année 2023, au regard de leur réalisation à ce jour. Il tient compte notamment des éléments suivants :

- Les résultats du dialogue de gestion avec les tutelles sur les emplois de l'IEP
- La notification du contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performance (COMP) 2023-2025
- Le réajustement de l'échéancier du projet de refonte de la bibliothèque
- La fin du chantier de mise aux normes et les surcoûts de fonctionnement associés
- La prise de la présidence du réseau SCPO pour l'IEP de Rennes en septembre 2023
- L'impact d'une période inflationniste

En recettes et en dépenses, les ajustements de prévision sont les suivants :

- Pour les recettes :
 - Une **baisse de 4%** des recettes par rapport aux prévisions du BI : - 239 484 €
- Pour les dépenses :
 - Les dépenses de personnel : prévision **stable** par rapport au montant inscrit au BI 2023
 - Les dépenses de fonctionnement **supérieures de 30%** par rapport aux prévisions du BI 2023 : + 861 055 €
 - Les dépenses d'investissement **inférieures de 42%** par rapport aux prévisions du BI 2023 : - 901 742 €

Au vu de ces différents éléments, la nouvelle prévision de la situation financière de l'établissement se traduit comme suit :

En analyse budgétaire :

Solde budgétaire	- 668 626 €
Niveau de trésorerie	+3 015 880 €

En analyse patrimoniale :

Résultat prévisionnel	+ 33 778 €
Capacité d'auto-financement	+ 264 803 €
Diminution du fonds de roulement	- 402 601 €

I/ Etat et analyse des variations de recettes et de dépenses du Budget rectificatif 2023

1.1 Des recettes budgétaires en baisse de 4% par rapport aux prévisions du BI

Les prévisions de recettes s'établissent à **5 692 478 €** au BR1 contre 5 931 961 € au BI 2023. Il convient de rappeler que les prévisions de recettes sont établies sur la base des recettes attendues et leur rythme de facturation et encaissement.

- **La subvention pour charge de service public (SCSP) : 2 062 653 € en hausse de 33% par rapport aux prévisions du BI.**

La subvention pour charges de service public constitue une des principales variations de recettes (+509 911 €). Cette augmentation est constituée de + **450 K€** de contrat d'objectifs de moyens et de performance (COMP) notifié en septembre. Cette somme correspond à 50 % du montant global notifié par le MESR à l'IEP sur 3 ans (avec une échéance finale à décembre 2025).

- **La CVEC (contribution à la vie étudiante) : 79 819 €**

La CVEC a été ré-évaluée de **+19 819 €** conformément à la notification du CROUS.

- **La taxe d'apprentissage : 5 832 €**

Le montant prévu était de 25 K €. Une baisse est constatée, elle est partagée par l'ensemble des grandes écoles au niveau national.

- **Les autres financements publics : 928 244 € (- 427 k€)**

Cette variation résulte principalement de l'affectation du 1^{er} versement de la subvention d'investissement de Rennes Métropole (350 K€) pour le projet de refonte de la bibliothèque. Cet encaissement était prévu au budget 2023 alors qu'il a été, de fait rattaché à l'exercice 2022. Il est donc logiquement déduit de l'exercice 2023.

Par ailleurs, l'intégralité des actions prévues dans le cadre du projet « RINSUP » 2023 (dispositif de soutien à l'enseignement supérieur de la Région Normandie) n'a pas pu être réalisé. L'IEP va devoir restituer une partie de la subvention (une restitution de 110 K€ envisagée à ce stade).

- **Les recettes propres : 2 621 762 € (baisse de 341 K€)**

La baisse des recettes propres par rapports aux prévisions du BI 2023, concerne les recettes de l'alternance (apprentissage et contrat de professionnalisation). Alors qu'une hausse était prévue, le nombre de contrats est resté stable par rapport à 2022.

Cela s'explique par un élément de contexte : certains parcours de 5^{ème} année sont encore en cours d'inscription au RNCP. Sans cette labellisation certains publics ne peuvent obtenir des financements.

La mise en qualité nécessaire du processus de facturation n'est pas totalement aboutie à ce stade. C'est l'une des priorités de la nouvelle responsable du pôle développement et partenariat, arrivée en avril dernier. Des actions sont en cours de réflexion concernant un traitement plus sécurisé de la facturation aux entreprises et à leurs opérateurs de compétences (mise en œuvre de la subrogation...).

1.2 Evolution du plafond d'emploi et évolution des dépenses budgétaires

1.2.1 Le plafond d'emplois et les dépenses de masse salariale :

Les prévisions de dépenses de masse salariale s'établissent à **2 853 391 € en CP (montant conforme aux prévisions du BI)**.

Le dialogue de gestion avec la tutelle (DGESIP et DAF) est intervenu trop tardivement (réunion le 1^{er} décembre 2022) pour pouvoir tenir compte des résultats de celui-ci lors de l'élaboration et l'adoption des autorisations d'emplois et des dépenses de personnel dans le cadre du Budget Initial 2023 (BI) voté par le Conseil d'Administration le 14 décembre 2022.

Lors de cette réunion avec la tutelle, la DGESIP avait pris soin de demander à l'établissement **de raisonner dorénavant en « emplois » et non plus en « supports »**, de manière à **mieux structurer le plafond des emplois financés dans la Subvention pour Charge de Service Public (SCSP) et viser ainsi une meilleure adéquation avec la masse salariale associée**.

Si le volet dépenses de personnel du BI 2023 était volontairement ambitieux pour soutenir la politique de développement de l'établissement et misait sur un renforcement des fonctions supports, il avait été construit en tenant compte de deux éléments majeurs qui ont également servi de base au dialogue de gestion avec la tutelle :

- La sous dotation historique de l'établissement en emplois sur le Titre 2 (Budget de l'Etat), aussi bien pour les personnels enseignants que pour les personnels BIATSS.
- La nécessité pour l'établissement, depuis plusieurs années, de développer ses ressources propres pour pallier cette sous dotation et financer des emplois supports indispensables à son fonctionnement et à son développement (pour des fonctions d'encadrement supérieur et pour des fonctions de gestion dans les différents pôles), mais aussi pour financer le recours aux très nombreux chargés d'enseignement externes rémunérés via des vacations.

Le résultat du dialogue de gestion s'est matérialisé, dans la notification initiale 2023 en date du 16 mars 2023, par **la création de deux emplois d'enseignants (PRAG et Enseignant-chercheur) sur le Titre 2 et la création de trois emplois BIATSS avec masse salariale associée** dans le cadre de la SCSP.

Les créations d'emplois au Titre 2 ont un effet indirect à la baisse sur les dépenses de personnel financées sur le budget de l'établissement à compter de septembre 2023. Les trois créations d'emplois ont un effet immédiat au 1^{er} janvier 2023 et permettent à l'établissement de présenter, comme il s'y était engagé auprès du contrôleur budgétaire dans ce cas de figure, **un volet des dépenses de personnel et des plafonds d'emplois revus dans le cadre de ce Budget Rectificatif**.

L'objectif premier de ce BR du point de vue des dépenses de personnel est donc de proposer une nouvelle ventilation des emplois et des dépenses entre sous plafond et hors plafond qui tient compte :

- De cette évolution positive liée à la notification initiale
- Des recommandations de la tutelle pour mieux structurer les emplois et les dépenses sous plafond afin d'optimiser la consommation de l'enveloppe allouée.
- Des données d'exécution au 30 septembre 2023.

- De la réalité de certaines opérations de gestion passées ou à venir, notamment les difficultés rencontrées pour recruter et pourvoir les postes créés au 1^{er} janvier 2023, mais aussi les impératifs qui se sont imposés à l'établissement comme la nouvelle hausse de la valeur du point d'indice, la création et la mise en paiement de la prime inflation ou le paiement d'une indemnité de licenciement conséquente suite à un licenciement pour inaptitude physique.

A noter également que la notification intermédiaire du 14 septembre 2023 a abondé le volet crédits spécifiques de masse salariale à hauteur de **450 000 € au titre des projets retenus dans le COMP de l'Université de Rennes** et portés par Sciences Po Rennes. Si de nombreuses questions méritent d'obtenir des éclaircissements de la part de la tutelle à ce sujet et notamment le fait que le plafond d'emplois ne soit pas relevé de trois unités en conséquence (trois projets retenus comportant un recrutement sur chaque projet), **le deuxième objectif de ce BR au niveau des dépenses de personnel est donc d'acter des recrutements sur ces projets avant la fin de l'exercice 2023.**

En restructurant ses dépenses sous plafond, dans le cadre d'une dotation 2023 conformes aux espoirs nés du dialogue de gestion avec la tutelle du 1^{er} décembre 2022, l'établissement a sécurisé sa gestion, puisque ce volet des dépenses de personnel subventionné de manière pérenne par l'Etat finance désormais, non seulement **l'intégralité des CDI**, mais surtout **les quatre fonctions d'encadrement supérieur** (DGS, DGA, Directeur de Cabinet et Responsable du pôle développement et partenariat) ce qui supprime de fait l'un des points de vigilance souligné lors de l'adoption du BI.

Toutefois, si les aléas de gestion tels que les recrutements tardifs ont généré de la non consommation de crédits par rapport aux prévisions initiales, celle-ci est compensée par **des dépenses imprévues** qui vont s'imposer ou se sont imposées à l'établissement : L'indemnité de départ versée au titre d'un licenciement pour inaptitude physique d'un agent en CDI avec 17 ans d'ancienneté, la revalorisation de la valeur du point d'indice de juillet 2023, la mise en paiement de la prime inflation ou encore la revalorisation de la prise en charge des remboursements de transport domicile-travail.

Il conviendra donc de négocier avec la tutelle **la compensation des mesures gouvernementales** lors du prochain dialogue de gestion.

Au final, ce Budget Rectificatif acte :

1. Conformément à la notification initiale de le SCSP, la nouvelle ventilation des emplois entre **sous plafond** (22 contre 19 initialement) et **hors plafond** (24 contre 27 initialement), **sans modification du plafond global à 46.**
2. **Une prévision d'exécution à 2 792 899 €**, quasiment identique à celle calculée lors de l'élaboration budgétaire en novembre 2022. En conséquence et pour garder la marge de sécurité initiale au dernier trimestre de l'exercice, **un volet dépenses de personnel équivalent à celui du BI, à 2 853 391 €.**

Il traduit, par rapport au BI, **la réalité de la nouvelle ventilation des dépenses entre sous plafond et hors plafond, en cohérence avec la nouvelle ventilation des emplois.**

1.2.2 Les dépenses de fonctionnement : 2 840 309€ en CP (en hausse de 30% par rapport aux prévisions du BI 2023)

Une hausse de **+ 861k €** est inscrite à ce BR par rapport aux prévisions de dépenses de fonctionnement prévues au BI 2023.

Cette hausse résulte de différents facteurs :

- la participation financière de l'IEP à l'opération de mise aux normes du Campus de Rennes (accessibilité, énergie et sécurité) initialement prévue en investissement a été requalifiée en fonctionnement. Cette dépense de fonctionnement non prévue s'élève à 110k€ de participation au CPER 2015-2020 (Phase 1) et à 110k€ d'abondement du Plan de relance (Phase 2) : ces deux montants seront payés en 2023.
- les surcoûts de fonctionnement liés à ces grands travaux financés quasi-intégralement par l'Etat (Plan de relance) ont été laissés à la charge de l'établissement (déménagements des bureaux et salles de classe, location de salles, ménage après travaux, sécurité durant les travaux cet été, consommation d'eau...).
- l'apurement de dépenses de fonctionnement antérieures à l'année 2023 (dont une dépense de 75k€ liée à la convention 2022 avec l'Université de Rennes notifiée fin décembre 2022)
- des dépenses avancées au nom des 6 autres Sciences Po, dans le cadre de la présidence du réseau SCPO assumée par l'IEP de Rennes (100k€ pour la prestation informatique de l'organisation du concours commun 2024, 19k€ d'accompagnement pour l'inscription du diplôme national des Sciences Po au RNCP...)
- le lancement de projets nouveaux et ponctuels, nécessitant une expertise externe : étude pour la création d'un fonds de dotation pour l'IEP, potentiellement générateur de nouvelles recettes, l'élaboration du schéma DD-RS et bilan carbone (obligation réglementaire pour la fin 2024). L'ensemble de ces dépenses représentent un coût global de 35k€.
- la hausse de la valeur de la facture des fluides qui touche l'ensemble des établissements.

1.2.3 Les dépenses d'investissement : 667 404€ en CP (baisse de 42,5% par rapport aux prévisions du BI 2023)

Les dépenses d'informatique sont conformes à la prévision budgétaire initiale. Elles correspondent au déploiement d'un nouveau réseau Wifi, au renouvellement de l'équipement audio-visuel de l'amphi Erasme, à l'installation d'une nouvelle téléphonie numérique sur les deux campus de Rennes et de Caen, au renouvellement du parc informatique... Ces opérations d'investissement seront achevées début 2024.

Les dépenses d'investissement immobilier, quant à elles, diminuent de 420k€ en AE par rapport à la prévision. Le montant du BI a en effet été révisé pour être mis en conformité avec l'échéancier des travaux de la bibliothèque transmis par l'assistance à maîtrise d'ouvrage - le marché ayant été notifié plus tard, en mars 2023. L'architecte retenu rendra son projet d'ici la fin de l'année et le début effectif des travaux est prévu à l'été 2024.

Par ailleurs, certaines opérations de rénovation des locaux sur le campus de Rennes ont été reportées à l'été 2024, pour laisser les travaux de mise aux normes s'achever, ces derniers ayant enregistrés un retard de quelques mois.

II/ Les équilibres financiers

La présentation GBCP fait apparaître trois prévisions d'équilibres distincts, détaillés ci-après :

2.1 L'équilibre budgétaire (Tableau 2 de la liasse budgétaire)

Le solde budgétaire est un indicateur GBCP du tableau 2 de la liasse budgétaire, qui présente les prévisions de recettes encaissables de l'exercice et les crédits de paiement de l'exercice.

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires Budget initial 2023

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT												
DEPENSES									RECETTES			
	Compte financier 2022		BI 2023		BR1 2023		ECART BI + BR n°1		Compte financier 2022	BI 2023	BR1 2023	ECART BI + BR n°1
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	Montants	Montants	Montants	Montants
Personnel	2 237 241	2 237 242	2 853 391	2 853 391	2 853 391	2 853 391			4 475 694	5 931 962	5 692 478	- 239 484
dont contributions employeur au CAS												
Pension	25 785	25 785	400	400	400	400			1 311 266,00	1 562 742	2 062 653	509 911
Fonctionnement	2 083 930	2 059 975	1 979 254	1 979 254	2 840 309	2 840 309	861 055	861 055	49 050,18	60 000	79 819	19 819
									921 965,05	1 355 843	928 244	-427 599
									2 193 412,27	2 963 377	2 621 762	-341 615
Intervention												
Investissement	590 433	423 585	1 569 146	1 569 146	762 404	667 404	-806 742	-806 742				
TOTAL DES DEPENSES AE (A)	4 911 604	4 720 801	6 401 791	6 401 791	6 456 104	6 361 104	54 313	-	4 475 694	5 931 962	5 692 478	-
CP (B)								40 687				239 484
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)									245 108	469 829	668 626	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

Le nouveau solde budgétaire de l'exercice, qui représente la différence entre **les recettes budgétaires qui seront encaissées (5,6M€)** et **les dépenses budgétaires à payer (6,3M€)** s'établit à : **-668k€**.

Il illustre le décalage qui peut intervenir dans la couverture des dépenses réalisées sur l'exercice par les recettes encaissées et rapprochées sur le même exercice.

Il conviendra cependant en réalisation, dès 2024, d'améliorer la gestion des flux de recettes, notamment en accélérant l'émission des titres de recettes et en identifiant plus rapidement les sommes encaissées correspondant aux titres émis.

2.2 L'équilibre financier

Les éléments du tableau « équilibre financier permettent de totaliser non seulement les opérations budgétaires, mais aussi les opérations non budgétaires ayant un impact, positif et/ou négatif, sur la trésorerie de l'établissement (les opérations en compte de tiers). Par différence entre les deux, on détermine la variation nette de trésorerie sur l'exercice.

TABLEAU 4
Equilibre financier Budget initial 2023

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS				FINANCEMENTS			
	Compte financier 2022	BI 2023	BR1 2023	Compte financier 2022	BI 2023	BR1 2023	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	245 108	469 829	668 626	-	-		Solde budgétaire (excédent) (D1)*
dont Budget Principal							dont Budget Principal
dont Budget Annexe							dont Budget Annexe
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)							Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	154 870	216 554	216 554	175 670	180 294	174 294	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)	34 955			869 926			Autres encaissements non budgétaires (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	434 933	686 383	885 180	1 045 596	180 294	174 294	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	610 663				506 089	710 886	PRLEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***				-			dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	20 800			224 308	506 089	710 886	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	1 045 596	686 383	885 180	1 045 596	686 383	885 180	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

La prévision de l'équilibre financier s'établira par un prélèvement sur la trésorerie d'un montant de 710 k€ .

2.3 L'équilibre patrimonial (tableau 6)

TABLEAU 6
Situation patrimoniale Budget initial 2023

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte financier 2022	BI 2023	BR1 2023	PRODUITS	Compte financier 2022	BI 2023	BR1 2023
Personnel	2 194 050	2 818 391	2 818 391	Subventions de l'Etat	2 030 230	1 552 742	2 062 653
dont charges de pensions civiles*				Fiscalité affectée	78 950	60 000	79 819
Fonctionnement autre que les charges de personnel	2 257 193	2 245 279	2 840 309	Autres subventions	812 726	529 160	928 244
Intervention (le cas échéant)				Autres produits	2 186 955	2 921 768	2 621 762
TOTAL DES CHARGES (1)	4 451 243	5 063 670	5 658 700	TOTAL DES PRODUITS (2)	5 108 861	5 063 670	5 692 478
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	657 618	0	33 778	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	0	0	0
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	5 108 861	5 063 670	5 692 478	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	5 108 861	5 063 670	5 692 478

L'équilibre patrimonial correspond aux charges et aux produits calculés.

	Compte financier 2022	BI 2023	BR1 2023
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	657 618	0	33 778
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	298 066	231 025	231 025
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	7 008		
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs			
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs		7 417	
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	948 676	223 608	264 803

On déduit le **résultat prévisionnel** de l'exercice 2023 **(+ 33 778€)** et la capacité d'autofinancement (CAF) de cet équilibre patrimonial - la CAF excluant les amortissements. La CAF permet de déterminer le montant de la trésorerie potentielle qui est généré par l'établissement dans le cadre de son activité et lui permettant d'assurer son financement. Pour 2023, la prévision de CAF est évaluée à **+ 264 803 €**.

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte financier 2022	BI 2023	BR1 2023
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	596 487	-650 538	-402 601
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRÉSORERIE)	-14 176	-144 448	308 285
Variation de la TRÉSORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	610 663	-506 090	-710 886
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	3 719 924	2 311 993	3 317 323
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-6 842	-232 774	301 443
Niveau final de la TRÉSORERIE	3 726 766	2 544 768	3 015 880

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

La notification de subvention pour charge de service public (SCSCP), reçue en date du 21 décembre 2022, devait permettre d'atténuer les dépenses de fonctionnement de l'année universitaire dans trois domaines :

- le soutien du ministère au titre de la hausse des dépenses énergétiques : **59 702 €** ;
- le soutien du ministère au titre de la compensation de l'exonération boursière : **82 911 €** ;
- le soutien du ministère au titre de la création de trois emplois : **180 000 €**.

Notifiées en fin d'année, ces sommes ont été directement basculées dans le fonds de roulement à la fin de l'exercice 2022, sans que l'établissement ait pu les utiliser pour son fonctionnement. Le montant global de ce soutien s'élève à **322 613 €**, soit 80 % du montant de **prélèvement sur fonds de roulement** prévu dans le cadre de ce BR **(- 402 601€)**.

Les tableaux au format GBCP figurant en annexe de cette note sont les suivants :

- **Tableaux soumis au vote :**
 - o Tableau des autorisations d'emplois (tableau 1)
 - o Tableau des autorisations budgétaires en exécution (tableau 2)
 - o Tableau d'équilibre financier en exécution (tableau 4)
 - o Tableau de situation patrimoniale (tableau 6)
- **Tableaux transmis pour information :**
 - o Tableau des dépenses par destination (tableau 3)
 - o Tableau des opérations pour compte de tiers (tableau 5)
 - o Plan de trésorerie (tableau 7)
 - o Tableau des opérations pluriannuelles (tableau 9)
 - o Tableau de synthèse budgétaire et comptable (tableau 10)

TABEAU 1
Autorisations d'emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	22	24	46
	72		

Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETPT (c) :

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file du budget général de l'Etat (c).

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme (décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme) et des autres dépenses de personnel

	EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI		EMPLOIS HORS PLAFOND LFI		PLAFOND ORGANISME	
	ETPT	Depenses de personnel *	ETPT	Depenses de personnel *	ETPT	Depenses de personnel *
TOTAL DES EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES	22	1 210 000	24	716 000	46	2 833 391
1. - TITULAIRES	0	80 000			0	80 000
1.1 - Titulaires de fonctions publiques, académiques	0	0			0	0
1.2 - Titulaires contractuels (hors emplois)	0	0			0	0
2. - CONTRACTUELS	22	1 130 000	24	716 000	46	1 890 000
2.1 - Contractuels de droit public	11	1 130 000	21	716 000	43	1 840 000
2.2 - CCDD (détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	8	400 000	0	0	11	460 000
2.3 - Contractuels de droit privé	3	205 000	0	0	29	1 181 000
2.4 - CCDD (détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	0	3	44 000	3	205 000
2.5 - CCDD (détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	0	0	0	0	44 000
3. - CONTRATS AIDES	0	0	3	44 000	3	44 000
4. - AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associées...)						
4.1 - Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE+CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des autorisations budgétaires. Par ailleurs, le total des emplois doit être égal au plafond d'autorisation d'emplois voté par l'organe délibérant (figurant ci-dessus pour vote).						

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et décomptant le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme mais en fonction dans une autre entité (Mises à disposition sortantes - ETPT et dépenses de personnel inclus dans le précédent tableau)

EMPLOIS EN FONCTION DANS UNE AUTRE ENTITÉ RÉMUNÉRÉS PAR L'ORGANISME ET DÉCOMPTÉS DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS	
ETPT **	Depenses de personnel **
0	0
0	0
0	0

** Nombre d'emplois en ETPT décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de personnel du budget de l'organisme.

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et ne décomptant pas dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme (Mise à disposition entrantes)

EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME NON RÉMUNÉRÉS PAR LUI ET NON DÉCOMPTÉS DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS	
ETPT ***	Depenses de fonctionnement
0	0
0	0
0	0

*** Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de fonctionnement du budget de l'organisme.

TABEAU 2
Autorisations budgétaires Budget initial 2023

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES										RECETTES				
	Compte financier 2022				BI 2023				ECART BI + BR n°1	Compte financier 2022	BI 2023	BR1 2023	ECART BI + BR n°1	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP						
Personnel	2 237 241	2 237 242	2 853 391	2 853 391	2 853 391	2 853 391	2 853 391	2 853 391		4 475 694	5 931 962	5 692 478	-239 484	Recettes globalisées
dont contributions employeur au CAS	25 785	25 785	400	400	400	400	400	400		1 311 266,00	1 552 742	2 062 653	509 911	Subvention pour charges de service public
Pension										49 050,18	80 000	79 819	19 819	Autres financements de l'Etat
Fonctionnement	2 083 930	2 059 975	1 979 254	1 979 254	1 979 254	1 979 254	2 840 309	2 840 309	861 055	921 985,05	1 355 843	929 244	-427 599	Fiscalité affectée
Intervention										2 193 412,27	2 963 377	2 621 762	-341 615	Autres financements publics
Investissement	590 433	423 585	1 569 146	1 569 146	1 569 146	1 569 146	667 404	667 404	-901 742					Recettes propres
														Recettes fléchées*
														Financements de l'Etat fléchés
														Autres financements publics fléchés
														Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A)	4 911 604	4 720 801	6 401 791	6 401 791	6 401 791	6 361 104	6 456 104	6 361 104	54 313	4 475 694	5 931 962	5 692 478	- 239 484	TOTAL DES RECETTES (C)
CP (B)									- 40 687					
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)										245 108	469 829	668 626		SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 3

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	DEPENSES															
	Personnel		Fonctionnement				Intervention (le cas échéant)		Investissement				Total			
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)				
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	2 853 391,00		221 112,00		8 030,00		3 082 539,00		3 082 539,00		3 082 539,00					
D105 - Bibliothèques et documentation			152 123,00				152 123,00				152 123,00					
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société			83 952,00		2 300,00		86 146,00				86 146,00					
D114 - Immobilier			79 374,00		533 000,00		612 888,00				612 888,00					
D115 - Plaiage et support			1 748 384,00				1 968 338,00				1 968 338,00					
D201 - Aides directes aux étudiants			513 420,00		218 554,00		613 420,00				613 420,00					
D202 - Aides indirectes aux étudiants			10 484,00				10 484,00				10 484,00					
D203 - Soutien des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives			31 450,00				31 450,00				31 450,00					
TOTAL	2 853 391,00		2 846 399,00		762 544,00		6 455 184,00				6 455 184,00					
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B																

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les

Budget	RECETTES						Total (C)
	Recettes globalisées			Recettes fléchées			
	Subvention pour charge service public	Autres financements de l'Etat	Facilité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	
	2 062 653,00						2 062 653,00
FD010 - Subvention pour charges de service public							
FD020 - Droits d'inscription					1 300 000,00		1 300 000,00
FD030 - Formation continue, diplômes propres et VAE					942 000,00		942 000,00
FD040 - Taxes d'apprentissage					5 632,00		5 632,00
FD060 - Valorisation					4 500,00		4 500,00
FD090 - Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				67 253,00			67 253,00
FD100 - Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				205 716,00			205 716,00
FD110 - Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres				203 400,00			203 400,00
FD120 - Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs					12 500,00		12 500,00
FD130 - Autres recettes			79 819,00	301 795,00	350 630,00		739 444,00
TOTAL	2 062 653,00	-	79 819,00	528 244,00	2 651 762,00	-	5 692 378,00
SOLDE BUDGETAIRE (différent D2 = B - C)							668 626,00

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires Budget rectificatif 1 - 2023

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES										RECETTES				
	Compte financier 2022			BI 2023			BR1 2023			BI 2023		BR1 2023		ECART BI + BR n°1
	AE	CP		AE	CP		AE	CP		Montants		Montants		Montants
Personnel	2 237 241	2 237 242		2 853 391	2 853 391		2 853 391	2 853 391		5 931 962		5 692 478		-239 484
<i>dont contributions employeur au CAS</i>	25 785	25 785		400	400		400	400		1 552 742		2 062 653		509 911
<i>Pension</i>														
Fonctionnement	2 083 930	2 059 975		1 979 254	1 979 254		2 840 309	2 840 309						0
<i>Intervention</i>														Autres financements de l'Etat
<i>Investissement</i>	590 433	423 585		1 569 146	1 569 146		762 404	667 404						Fiscalité affectée
														Autres financements publics
														-427 599
														Autres financements propres
														-341 615
														Recettes propres
														Recettes fléchées*
														Financements de l'Etat fléchés
														Autres financements publics fléchés
														Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A)	4 911 604	4 720 801		6 401 791	6 401 791		6 456 104	6 361 104		5 931 962		5 692 478		239 484
CP (B)														
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)										469 829		668 626		C)
SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)														

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 3
Dépenses par destination - Recettes par origine

FOUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)
Les axes d'orientation, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	DEPENSES									
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Intervention (le cas échéant)		Total	
	AE - CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	2 853 391,00		221 112,00	221 112,00			8 036,00	8 036,00	3 062 539,00	3 062 539,00
D105 - Bibliothèques et documentation			152 123,00	152 123,00					152 123,00	152 123,00
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société			83 862,00	83 862,00					83 862,00	83 862,00
D114 - Immobilier			79 374,00	79 374,00					79 374,00	79 374,00
D115 - Prélèvements et support			1 748 384,00	1 748 384,00					1 748 384,00	1 748 384,00
D201 - Aides directes aux étudiants			513 420,00	513 420,00					513 420,00	513 420,00
D202 - Aides indirectes aux étudiants			10 464,00	10 464,00					10 464,00	10 464,00
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives			31 450,00	31 450,00					31 450,00	31 450,00
TOTAL	2 853 391,00		2 846 399,00	2 846 399,00			762 454,00	762 454,00	3 608 853,00	3 608 853,00

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 - C - B

Tableau des recettes par origine (facultatif)
Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	RECETTES									
	Recettes globales		Recettes propres		Recettes financières		Recettes fiscales		Total (C)	
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscality affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat	Autres financements publics	Recettes fiscales	Recettes propres	Recettes fiscales
FD010 - Subvention pour charges de service public	2 062 953,00				1 300 000,00				2 062 953,00	
FD020 - Droits d'inscription					942 500,00				942 500,00	
FD030 - Formation continue, diplômes propres et VAE					5 632,00				5 632,00	
FD040 - Taxe d'apprentissage					4 500,00				4 500,00	
FD080 - Valorisation										
FD090 - Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				67 253,00					67 253,00	
FD100 - Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				205 716,00					205 716,00	
FD110 - Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres				203 480,00					203 480,00	
FD120 - Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs					12 500,00				12 500,00	
FD130 - Autres recettes				79 819,00					79 819,00	
TOTAL	2 062 953,00			528 244,00	2 427 765,00				2 427 765,00	

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 - B - C

TABEAU 4
Equilibre financier Budget rectificatif 1 - 2023

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS				FINANCEMENTS			
	Compte financier 2022	BI 2023	BR1 2023	Compte financier 2022	BI 2023	BR1 2023	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	245 108	469 829	668 626	-	-		Solde budgétaire (excédent) (D1)*
dont Budget Principal							dont Budget Principal
dont Budget Annexe							dont Budget Annexe
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)							Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	154 870	216 554	216 554	175 670	180 294	174 294	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)	34 955			869 926			Autres encaissements non budgétaires (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2*(b1)+(c1)+(e1)	434 933	686 383	885 180	1 045 596	180 294	174 294	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	610 663				506 089	710 886	PRLELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***							dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	20 800			224 308	506 089	710 886	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	1 045 596	686 383	885 180	1 045 596	686 383	885 180	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Débit (c1)	Crédit (c2)
AM2023	C 46711000	Aide à la mobilité	186 260,00	
	C 46711000			144 000,00
SCD	C 47310000	Droits bibliothèque	30 294,00	
	C 47310000			30 294,00
Opération ...	C 4...			
	C 4...			
	TOTAL		216 554,00	174 294,00

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

TABLEAU 6
Situation patrimoniale Budget rectificatif 1 - 2023

POUR VOTE DE L'ORGANE DELIBERANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte financier 2022	BI 2023	BR1 2023	PRODUITS	Compte financier 2022	BI 2023	BR1 2023
Personnel	2 194 050	2 818 391	2 818 391	Subventions de l'Etat	2 030 230	1 552 742	2 062 653
dont charges de pensions civiles*				Fiscalité affectée	78 950	60 000	79 819
Fonctionnement autre que les charges de personnel	2 257 193	2 245 279	2 840 309	Autres subventions	812 726	529 160	928 244
Intervention (le cas échéant)				Autres produits	2 186 955	2 921 768	2 621 762
TOTAL DES CHARGES (1)	4 451 243	5 063 670	5 658 700	TOTAL DES PRODUITS (2)	5 108 861	5 063 670	5 692 478
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	657 618	0	33 778	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	0	0	0
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	5 108 861	5 063 670	5 692 478	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	5 108 861	5 063 670	5 692 478

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Compte financier 2022	BI 2023	BR1 2023
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	657 618	0	33 778
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	298 066	231 025	231 025
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	7 008		
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs			
+ quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs		7 417	
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	948 676	223 608	264 803

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte financier 2022	BI 2023	BR1 2023	RESSOURCES	Compte financier 2022	BI 2023	BR1 2023
Insuffisance d'autofinancement	0			Capacité d'autofinancement	948 676	223 608	264 803
Investissements	464 386	1 569 146	667 404	Financement de l'actif par l'Etat		695 000	
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat			
				Autres ressources	112 197		
Remboursement des dettes financières				Augmentation des dettes financières			
TOTAL DES EMPLOIS (5)	464 386	1 569 146	667 404	TOTAL DES RESSOURCES (6)	1 060 873	918 608	264 803
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	596 487	0	0	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	0	-650 538	-402 601

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte financier 2022	BI 2023	BR1 2023
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	596 487	-650 538	-402 601
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	-14 176	-144 448	308 285
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (1) ou PRELEVEMENT (11)*	610 663	-506 090	-710 886
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	3 719 924	2 311 993	3 317 323
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-8 842	-232 774	301 443
Niveau final de la TRESORERIE	3 726 766	2 544 768	3 015 880

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

TABLEAU 7
Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL
SOLDE INITIAL (début de mois)	3 728 765,97	3 444 134,56	2 977 380,03	2 523 156,38	2 022 762,00	2 664 657,47	2 248 854,10	2 200 330,29	2 151 689,91	3 358 336,49	3 471 609,05	3 188 887,55	
<i>dont placements</i>													
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globales	97 141,80	66 440,69	41 256,20	54 926,46	970 044,14	266 331,82	563 952,74	220 644,50	1 456 650,87	785 242,90	576 342,90	596 902,90	5 692 475,00
Subvention pour charges de service public	0,00	0,00	0,00	0,00	768 114,00	0,00	528 632,00	0,00	541 247,00	208 000,00	0,00	20 680,00	2 062 653,00
Autres financements de l'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fiscalité affectée	0,00	0,00	0,00	0,00	46 483,00	0,00	0,00	336,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 815,00
Autres financements publics	3 100,00	25 149,90	15 000,00	25 344,00	69 584,00	206 285,52	3 400,00	171 976,00	8 522,86	133 300,57	133 300,57	133 300,58	928 244,00
Recettes propres	94 041,80	41 290,79	26 256,20	29 282,46	87 863,14	60 046,30	31 920,74	15 332,58	905 901,01	442 942,33	442 942,33	442 942,32	2 621 762,00
Recettes budgétaires filiales													
Financements de l'Etat filiales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres financements publics filiales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes propres filiales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations non budgétaires													
Emprunts : encassements en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts : encassements en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts et cautionsnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations girées en compte de tiers													
TVA encassée	0,00	0,00	0,00	0,00	144 000,00	0,00	0,00	170,00	15 640,00	0,00	14 484,00	0,00	174 284,00
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encassements	0,00	0,00	0,00	0,00	144 000,00	0,00	0,00	170,00	15 640,00	0,00	14 484,00	0,00	174 284,00
Autres encassements d'opérations girées en compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	97 141,80	66 440,69	41 256,20	54 926,46	1 114 044,14	266 331,82	563 952,74	220 644,50	1 472 290,87	785 242,90	580 726,90	596 902,90	5 866 775,00
DECAISSEMENTS													
Enveloppes hors recettes filiales													
Personnel	366 773,21	516 385,22	474 279,85	530 186,84	451 348,67	670 835,19	608 076,55	269 054,90	270 444,28	632 889,74	837 460,00	733 870,48	6 361 164,00
Fonctionnement	265 135,51	213 036,45	180 693,91	236 794,16	240 841,63	356 102,74	308 934,70	216 985,39	169 078,29	230 032,74	214 632,00	221 039,48	2 853 391,00
Investissement	58 894,26	259 487,30	289 602,78	288 694,48	96 833,68	202 607,00	292 402,85	44 207,65	101 368,00	302 071,00	502 071,00	402 071,00	2 840 390,00
Dotations sur recettes filiales													
Personnel	42 143,44	43 871,47	3 983,16	4 708,20	113 573,36	112 225,45	6 739,00	7 861,92	0,00	100 786,00	120 786,00	110 786,00	667 404,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations non budgétaires													
Emprunts : remboursements en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts : décaissements en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts et cautionsnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations girées en compte de tiers													
TVA décaissée	13 600,00	16 800,00	21 200,00	24 834,00	20 800,00	11 200,00	4 400,00	400,00	-4 800,00	36 040,00	36 040,00	36 040,00	216 554,00
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres décaissements d'opérations girées en compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	20 800,00	11 200,00	4 400,00	400,00	-4 800,00	36 040,00	36 040,00	36 040,00	216 554,00
TOTAL	379 773,21	533 185,22	485 479,85	555 020,84	472 148,67	682 135,19	612 476,55	269 454,96	265 644,28	668 939,74	873 500,00	769 910,48	6 472 445,00
SOLDE DU MOIS	3 444 134,56	2 977 380,03	2 523 156,38	2 022 762,00	2 664 657,47	2 248 854,10	2 200 330,29	2 151 689,91	3 358 336,49	3 471 609,05	3 188 887,55	3 015 879,97	-710 866,00
SOLDE CUMULE	3 877 685,68	3 529 347,64	3 173 195,87	3 161 460,31	2 884 336,00	2 377 841,74	2 393 072,56	2 323 726,87	3 430 103,02	3 471 609,05	3 188 887,55	3 015 879,97	

Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre (marché (I) ou (II))

400

TABLEAU 9
Opérations pluriannuelles - prévision

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévision		Prévision N											Prévision N+1 et suivantes																	
		Credit total de l'opération	(1)	AE ouvertes les années antérieures à N	(2)	AE reprogrammées ou reportées en N	(3)	AE nouvelles ouvertes en N	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	CP ouvertes les années antérieures à N	(8)	CP consommées les années antérieures à N	(9)	CP	CP nouveaux ouverts en N	(10)	TOTAL des CP ouverts en N	(11) = (9) + (10)	AE prévues en N+1	(12)	CP prévues en N+1	(13)	AE prévues en N+2	(14)	CP prévues en N+2	(15)	AE prévues > N+2	(16)	CP prévues > N+2
2023-1-FR01-KA131-HED-000123092 23ERASMT01	Personnel																															
	Fonctionnement																															
	Investissement																															
Sous-total Op.1			-																													
2023-1-FR01-KA131-HED-000123092 23ERASMS01	Personnel																															
	Fonctionnement																															
	Intervention																															
Sous-total Op.1			-																													
Total Op.1 - ERASMUS 2023 KA131			-																													
MIC GEORGIE- ERASMUS 2023 23MICGEINC	Personnel																															
	Fonctionnement																															
	Intervention																															
Sous-total Op.2 - MIC GEORGIE			93 925																													
Total Op.2 - ERASMUS 2023 - MIC GEORGIE			93 925																													
Travaux bibliothèque - 22BIBLITRA	Personnel																															
	Fonctionnement																															
	Investissement																															
Sous-total Op.3 - Travaux bibliothèque			3 750 172																													
Total Op.3 - Travaux bibliothèque			3 750 172																													
Ss total personnel			-																													
Ss total fonctionnement			-																													
Ss total intervention			-																													
Ss total investissement			-																													
TOTAL			4 027 192																													

* A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, la colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision		Prévision N		Prévisions en N+1 et suivantes						
		Financement de l'opération	(18)	Encaissements anticipés au N	(19)	Encaissements prévus en N+1	(20)	Encaissements prévus en N+2	(21)	Encaissements prévus > N+2	(22)	(23)
2023-1-FR01-KA131-HED-000123092	Financement de l'Etat											
23ERAREC	Autres financements publics**		203 095									
	Autres financements***											
Total Op.1 - ERASMUS 2023 KA131			203 095									
MIC GEORGIE- ERASMUS 2023	Financement de l'Etat		93 925									
23MICGEC	Autres financements publics**											
	Autres financements***											
Total Op.2 - ERASMUS 2023 - MIC GEORGIE			93 925									
Travaux bibliothèque - 22BIBLIREC	Financement de l'Etat		900 000									
	Autres financements publics**											
	Autres financements***											
Travaux bibliothèque - 22BIBLIREC - C.D. 35	Financement de l'Etat		1 300 000									
	Autres financements publics**											
	Autres financements***											
Total Op.3 - Travaux Bibliothèque			2 200 000									
	Ss total financement de l'Etat		-									
	Ss total autres financements publics		84 497 020									
	Ss total autres financements		337 500									
	TOTAL		2 487 520									
			350 000									
			337 500									

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financements de l'Etat fléchis

** Autres financements publics et autres financements publics fléchis

*** Recettes propres et recettes propres fléchies

TABLEAU 10
Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

			BR1 2023
Niveaux initiaux	1	Niveau initial de restes à payer	626 997
	2	Niveau initial du fonds de roulement	3 719 924
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	6 842
	4	Niveau initial de la trésorerie	3 726 766
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	3 726 766
Flux de l'année	5	Autorisations d'engagement	6 456 104
	6	Résultat patrimonial	33 778
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)	264 803
	8	Variation du fonds de roulement	-402 601
	9	Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire	0
	10	Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS -1 604
		Variation des stocks	+ / -
		Charges sur créances irrécouvrables	- -4 971
		Produits divers de gestion courante	+ 3 367
	11	Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS 267 629
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / - 267 629
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -
	12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	-668 626
	13	Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	42 260
	14	Variation de la trésorerie = 12 - 13	-710 886
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée	0
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	-710 886
	15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13	308 285
	16	Variation des restes à payer	0
Niveaux finaux	17	Niveau final de restes à payer	626 997
	18	Niveau final du fonds de roulement	3 317 323
	19	Niveau final du besoin en fonds de roulement	301 443
	20	Niveau final de la trésorerie	3 015 880
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	0
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	3 015 880
Comptabilité budgétaire			
Comptabilité générale			